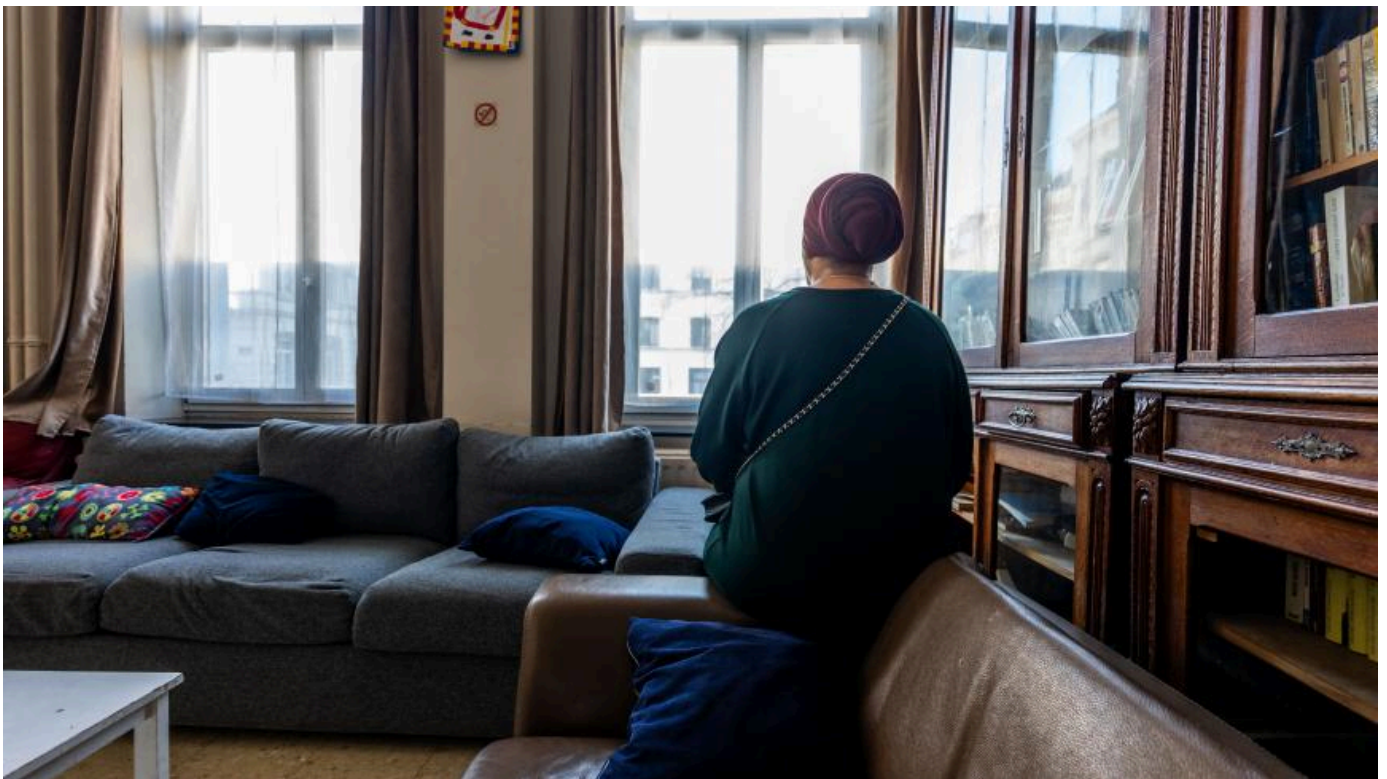


A Saint-Gilles, l'Escale tente de sortir les femmes de la rue et de la violence

Le dernier recensement disponible montre que 1.283 femmes vivent sans un « chez soi » à Bruxelles. Dont un tiers environ victime de violences conjugales. A Saint-Gilles, l'Escale les accueille, les stabilise et leur trouve un logement. La gestation d'une nouvelle vie qui nécessite en moyenne un accompagnement de neuf mois.

🔒 Article réservé aux abonnés



Fatima a rejoint la Belgique avec ses deux enfants il y a six ans. Depuis 2023, sa famille a trouvé refuge à l'Escale, en attendant d'obtenir son propre foyer. - Pierre-Yves Thienpont.



Journaliste au pôle Economie

Par **[Pascal Lorent \(/508/dpi-authors/pascal-lorent\)](/508/dpi-authors/pascal-lorent)**

Publié le 6/03/2025 à 19:59 | Temps de lecture: 3 min 🕒

Elle ne peut retenir ses larmes. En évoquant son parcours, Fatima, 46 ans, réveille les émotions qu'elle trimbale dans le sillage de ses pas nomades. Ceux qui ont mené cette maman de deux enfants de 18 et 16 ans du

Maroc jusqu'à Bruxelles. Nés d'un père belge refusant de les reconnaître, ils s'étaient vus refuser la nationalité marocaine. Un blocage qui a conduit la jeune femme à gagner la Belgique, voici déjà six ans.

Fatima a enduré beaucoup pour ses enfants. A commencer par l'exil. Puis la vie en centre d'accueil et les aléas d'une procédure d'obtention d'un titre de séjour : son déménagement d'un hébergement vers un autre a ainsi conduit l'administration des étrangers à boucler une première fois son dossier, pendant qu'elle avait quitté le territoire, ce qui lui a fait perdre près d'une année. Et la violence, enfin : celle d'un ex-compagnon refusant de reconnaître les enfants et la menaçant de mort si elle ne rentrait pas au pays.

Les chiffres du sans-abrisme explosent

Le parcours de Fatima n'a rien d'inhabituel. Que du contraire ! De plus en plus de femmes seules ou avec enfant sont confrontées au sans-abrisme. « En 2022 (soit les derniers chiffres publiés à ce jour, NDLR), on a identifié 1.283 femmes, soit 15,6 % de plus par rapport au recensement de 2020 », explique Anne-Sophie Verriest, responsable de la cellule sans-abrisme à Vivalis. Sur même période, le nombre de sans-abri masculins est passé de 2.507 à 3.125, soit une hausse de 24,65 %.



Anne-Sophie Verriest est responsable de la cellule sans-abrisme à Vivalis. - Pierre-Yves Thienpont.

Une réalité que l'administration de la santé et de l'aide aux personnes en Région bruxelloise a souhaité mettre en exergue, à l'approche du 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Au début de la décennie, 1.110 d'entre elles se trouvaient sans un « chez soi » dans la capitale, devenant également majoritaires dans les logements de transit. Or, à l'époque, des dispositifs genrés faisaient encore défaut en Belgique, comme l'avait pointé le Conseil de l'Europe en 2019.

Une lacune que Vivalis a entrepris de combler : entre 2021 et 2024, le budget régional consacré à l'hébergement des femmes seules ou avec enfant est passé de 2,4 à 4,4 millions d'euros. Une prise en charge spécifique plus que nécessaire : dans la rue, celles-ci sont confrontées à une violence qui, souvent, les a déjà poussées hors de chez elles. « Les violences intrafamiliales représentent un tiers des situations de sans-abrisme », rappelle Anne-Sophie Verriest. « Et c'est parfois jusqu'à 90 % des femmes dans la rue qui ont connu des situations de violence, ne fût-ce que durant leur enfance. »

Désormais, trois associations gèrent les sept sites d'hébergement de nuit en Région bruxelloise, dont un, Louiza, spécifique aux femmes. Un centre de jour d'une soixantaine de places, baptisé Circé, leur est également réservé. Les SDF peuvent y disposer d'une consigne, de douches, d'un repas et d'un accompagnement médico-social. Enfin, le travail d'insertion s'effectue via les services de guidance à domicile, les centres Housing First, le travail de rue et, enfin, les dix maisons d'accueil qui proposent 269 lits, dont 29 réservés aux hommes et 66 aux femmes.

« Aider ces personnes à retrouver un logement »

L'Escale, à Saint-Gilles, est l'un de ces dix lieux ouverts dans la capitale. Inaugurée en 2014, cette maison dispose d'une capacité de 34 lits qui lui ont permis d'offrir le gîte à quelque 800 personnes en dix ans. « Nous hébergeons de 18 à 20 familles et environ 70 personnes par an », calcule Déborah Oddie, sa directrice. « Nous accueillons des femmes seules ou avec enfant, des hommes avec enfant, voire des couples avec enfant. Nous sommes d'ailleurs une des rares structures en Région bruxelloise à accueillir des papas. En moyenne, nous logeons 60 % de femmes, 35 % d'enfants et 5 % d'hommes. Seize personnes travaillent ici et assurent une présence 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. »

« Il s'agit d'un hébergement à moyen ou long terme pour aider ces personnes à retrouver un logement », poursuit la directrice, qui insiste sur la nécessité d'accompagner ces femmes qui, parfois, n'ont jamais pu ouvrir un compte en banque personnel ou n'ont jamais pu remplir des formalités administratives et doivent peu à peu apprendre à se débrouiller seules. Une participation aux frais, de l'ordre d'une dizaine d'euros par nuit, est demandée aux pensionnaires : une petite partie (80.000 euros environ) d'un budget à peine supérieur au million d'euros. Elles y disposent d'une ou plusieurs chambres, selon la situation familiale, d'un frigo et d'un congélateur personnels dans la cuisine commune, ainsi que d'espaces partagés. Un espace de vie où se nouent des liens entre les adultes mais aussi avec les enfants. S'y partagent les joies, les peines, les jeux et les cicatrices de l'existence.



« Les personnes qui restent le plus longtemps dans nos murs, sont celles qui vivent les situations les plus compliquées », explique Déborah Oddie, la directrice de l'Escale. - Pierre-Yves Thienpont.

« La durée moyenne d'un séjour est de neuf mois », ajoute Déborah Oddie. « Mais elle s'allonge d'année en année et les personnes qui restent le plus longtemps dans nos murs, sont celles qui vivent les situations les plus compliquées. » Pour des raisons administratives mais aussi, parfois, en raison des problèmes d'assuétudes, de risques psychosociaux ou des situations de violence qu'elles fuient.

Des résultats encourageants

Comme Fatima, confrontée aux menaces du père de ses enfants et à un dossier administratif complexe. Voici deux années qu'elle vit à l'Escale, voyant d'autres familles célébrer leur départ vers un logement définitif et se heurtant à la tristesse de ses enfants de ne pas disposer d'un foyer bien à eux. « Nous avons un partenariat avec les sociétés de logement social bruxelloises afin qu'elles nous réservent une partie des habitations qui se libèrent », glisse Clara Mennig, responsable du travail social au sein du centre d'hébergement saint-gillois. « En 2025, 3 % des attributions de logements nous reviennent ; et ce sera 4,5 % et 6 % en 2026 et 2027. »

Après leur départ, les anciens habitants de l'Escale bénéficient d'un suivi de l'ASBL durant six mois, avant que celle-ci ne passe le relais à la guidance sociale à domicile. « Durant le semestre qui suit leur installation, 100 % des personnes restent dans leur logement », se félicite Clara Mennig. « Et au-delà des six mois, ces chiffres restent très élevés. » Des chiffres qui confirment la primauté du logement dans le processus de stabilisation des personnes sorties de la rue. Des statistiques dans lesquelles, toute tristesse bue, Fatima rêve de se retrouver.